

Portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction des Ressources Humaines de la Formation et de la Vulgarisation.

LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL

- VU la loi n° 90-32 du 11 Décembre 1990 portant constitution de la République du BENIN ;
- VU la décision N° 91-042/ECR/PT du 30 Mars 1991, portant proclamation des résultats définitifs du deuxième tour des élections présidentielles du 24 Mars 1991 ;
- VU le décret N° 91-176 du 29 Juillet 1991 portant composition du Gouvernement ;
- VU le décret N° 91-218 du 25 Septembre 1991 fixant la composition des cabinets du Président de la République et des Ministres,
- VU le décret N° 91-301 du 31 - 12 - 91 portant attributions, organisation, ^{et} fonctionnement du Ministère du Développement Rural ;

SUR proposition du Directeur des Ressources Humaines, de la Formation et de la Vulgarisation

A R R E T E :

T I T R E I

D E S A T T R I B U T I O N S

ARTICLE 1ER : La Direction des Ressources Humaines, de la Formation et de la Vulgarisation a pour mission de rationaliser l'utilisation des moyens humains et leur formation, de susciter des solutions pratiques aux problèmes des paysans, de les traduire sous des formes permettant leur diffusion à travers les canaux appropriés de la vulgarisation et de la formation et de leur adoption par les paysans.

Ses attributions comprennent notamment

.../...

- L'évaluation continue des besoins en personnel, de la formation des Ressources Humaines et de leur utilisation à travers les Institutions de Développement Rural.
- La programmation de la formation, le suivi de sa mise en oeuvre, l'évaluation de ses résultats et la relation permanente avec les établissements de formation en vue de permettre l'adaptation de leurs services aux besoins du développement.
- L'animation et la coordination de la concertation entre les CARDER, les Institutions de recherche et les organisations paysannes à différents niveaux sur tous les aspects concernant la vulgarisation, la recherche-développement et le conseil aux paysans.
- L'évaluation des activités de vulgarisation et le conseil sur la base des informations des CARDER et des appréciations des organisations paysannes et les propositions d'amélioration.

L'inventaire des connaissances acquises dans le pays, leur mise à jour et leur diffusion en relation avec les CARDER et les institutions de recherche.

Les propositions de mesures favorisant la gestion graduelle par les organisations paysannes de la vulgarisation et du conseil et le suivi de leur application.

T I T R E II

DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

ARTICLE 2 : La Direction des Ressources Humaines, de la Formation et de la Vulgarisation du Ministère du Développement Rural dispose pour accomplir sa mission d'un service de rationalisation des ressources humaines, d'un service de formation et perfectionnement, d'un service d'appui à la vulgarisation.

C H A P I T R E I

DU SERVICE DE LA RATIONALISATION DES RESSOURCES HUMAINES

ARTICLE 3 : Le Service de la Rationalisation des Ressources Humaines assure l'utilisation optimale des moyens humains du Ministère. A cet effet, il

- évalue les besoins qualitatifs et quantitatifs en personnel des Services ;
- analyse la répartition et l'utilisation des personnels ;
- détermine les besoins en formation-perfectionnement et les mesures d'adéquation des personnels aux postes de travail ;
- détermine les critères de recrutement, de nomination et de promotion des différentes catégories de personnel en relation avec les services compétents du Ministère du Développement Rural et ceux du Ministère chargé de la Fonction Publique.

CHAPITRE II

DU SERVICE DE LA FORMATION ET DU PERFECTIONNEMENT

ARTICLE 4 : Le service de la Formation et du Perfectionnement assure la formation et le perfectionnement du personnel du Ministère. A cet effet, il

- programme les formations et évalue les moyens matériels et pédagogiques nécessaires ;
- apporte son appui pédagogique et logistique aux CARDER dans la mise en oeuvre de la formation interne ;
- suit la mise en oeuvre et évalue les formations à l'intérieur et à l'extérieur du pays ;
- apprécie les résultats des formations, réaménage et met à jour les programmes ;
- assure une relation permanente avec les établissements de formation et le Ministère de l'Education Nationale en vue de permettre l'adaptation des formations aux besoins de développement ;
- centralise les instruments pédagogiques et constitue une banque agro-pédagogique pour le recyclage des cadres.

CHAPITRE II

DU SERVICE D'APPUI A LA VULGARISATION

ARTICLE 5 : Le service d'appui à la vulgarisation conçoit et aide les CARDER à développer une stratégie de diffusion d'innovations techniques et une méthodologie d'intervention de la vulgarisation. En outre il a pour mission de susciter des relations entre les institutions de recherche, les CARDER et les organisations paysannes

.../...

afin d'harmoniser les contenus et les approches de la recherche développement. A cet effet, il ;

- coordonne, programme et aide les CARDER à organiser les rencontres périodiques entre la recherche, la vulgarisation et les paysans (ateliers mensuels et autres) ;
- procède à l'inventaire, à la détection et à la synthèse des connaissances acquises dans le pays ;
- fait la synthèse des innovations recueillies (dans les stations, auprès de paysans, des autres pays et institutions extérieures de recherche) et aide les CARDER à élaborer les thèmes intéressants à diffuser ;
- évalue de façon continue l'impact de la vulgarisation et du taux d'adoption des technologies améliorées par les paysans pour l'amélioration progressive des activités de vulgarisation, au niveau national ;
- présente des thèmes à diffuser sous les différentes formes adaptées aux principaux usages et utilisateurs en vue de la formation des cadres, de la formation des paysans et de la vulgarisation et contribue à l'amélioration des contenus de la formation et de la vulgarisation en relation avec les établissements d'enseignement et de formation ;
- anime les échanges d'informations techniques et les transferts d'expériences entre les CARDER ;
- assure l'animation et la coordination de la concertation entre organisations paysannes, institutions de recherche et CARDER en mettant en place des sites d'expérimentation adaptés (SEEP : Site d'Expérimentation en Milieu Paysan, CPE : Centre permanent d'Expérimentation ; TEP : Test en Milieu Paysan) ;
- apporte son appui aux paysans et aux vulgarisateurs des CARDER dans le cadre des activités de recherche-développement en veillant à ce que le paysan soit associé à l'équipe de recherche comme partenaire ;
- assure la liaison entre la recherche et la formation en vue de favoriser la diffusion des résultats de recherche à travers les canaux de la formation.

TITRE III

DES DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 3 : La Direction des Ressources Humaines, de la Formation et de la Vulgarisation est placée sous l'autorité d'un Directeur nommé par Decret pris en Conseil des Ministres sur proposition du ministre du Développement Rural.

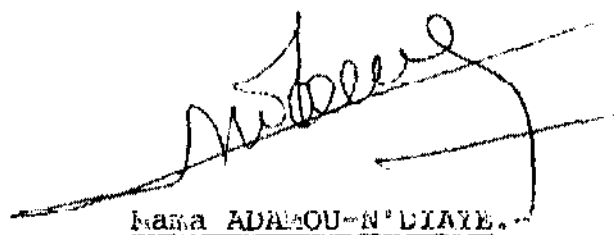
ARTICLE 7 : Les services de la Direction des Ressources Humaines, de la Formation et de la Vulgarisation sont placés sous l'autorité de Chefs de Service responsables devant le Directeur.

ARTICLE 8 : Les Chefs de Service sont nommés par Arrêté du Ministre du Développement Rural sur proposition du Directeur des Ressources Humaines, de la Formation et de la Vulgarisation.

ARTICLE 9 : Le Directeur des Ressources Humaines, de la Formation et de la Vulgarisation est chargé de l'application du présent Arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

COTONOU, le 15 JANVIER 1992.-



Hama ADAMAOU-N'DIAYE.